Document généré le 18 juil. 2025 08:11

**International Review of Community Development**
**Revue internationale d'action communautaire**

# Les « Illusions tranquilles » et le pouvoir local. Table ronde
# "Quiet Illusions" and local power. Round table discussion
# Las *Ilusiones tranquilas* y el poder local. Mesa redonda

Numéro 13 (53), printemps 1985

Les ambiguïtés du pouvoir local

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1034543ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1034543ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)
2369-6400 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

(1985). Les « Illusions tranquilles » et le pouvoir local. Table ronde. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (13), 109–115. https://doi.org/10.7202/1034543ar

Résumé de l'article

Le film *Les Illusions tranquilles* relate l'histoire d'une élection municipale dans un village du Québec. L'élection oppose un notable traditionnel à un technocrate, maire sortant, futur perdant. Au-delà de cet événement, c'est toute une représentation de l'évolution sociale nationale qui est mise en scène : la « fin du règne des technocrates », le retour des forces de conservation. À partir du film, un débat s'amorce entre le réalisateur du film, un fonctionnaire, un politicologue, une sociologue et un urbaniste. Il permet la confrontation d'interprétations différentes non seulement de la conjoncture actuelle du pouvoir local mais aussi du sens de l'évolution des forces sociales et politiques depuis la Révolution tranquille. L'échec du maire technocrate n'est-elle que l'expression du rejet dont finit toujours par être victime tout groupe « étranger » qui s'installe dans une communauté locale ? Ou faut-il la rattacher à la crise économique qui aurait contribué à précipiter l'échec d'un projet de modernisation misant sur les politiques centralisatrices de l'État ? Mais cette opposition entre notables traditionnels symbolisant les forces de conservation et technocrates « étatistes » représentant les forces de changement, n'est-elle pas chose du passé ? Les planificateurs ont appris à composer davantage avec les forces du milieu et les élites traditionnelles sont sorties de leur immobilisme. Le milieu local et la société dans son ensemble ne sont donc pas dans cette impasse que présente le film. Par contre il faudra peut-être se faire à l'idée que le changement ne soit plus guidé par de grands projets de société.

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1985

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

# « Les Illusions tranquilles » et le pouvoir local

**Table ronde**

Ont participé au débat :
Gilles Blais, réalisateur du film *Les Illusions tranquilles*, Office national du film du Canada
Jean Décarie, responsable, recherche et planification, Parc national Archipel, ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche
Annick Germain, professeur à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal
Jacques Godbout, professeur à l'I.N.R.S.-Urbanisation
Pierre Hamel, professeur à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal

*À l'hiver 1983-84, le cinéaste Gilles Blais revient en son village natal, caméra en main, pour évaluer à petite échelle, à la lueur d'une élection municipale apparemment banale, l'évolution sociale nouvelle qui étend son mouvement souterrain au Québec.* Les Illusions tranquilles, *moyen métrage documentaire de l'ONF, témoigne de cette odyssée qui s'écrit à la première personne, de cette aventure discrète au sein d'un événement sans doute annonciateur de la nouvelle vague sur le point de déferler sur l'ensemble québécois.*

*Au Bic (Rimouski), dans le contexte dérangeant de manifestations de toutes sortes et de la grève gênante des fonctionnaires, les partis en présence prennent position. Le règne des « intellectuels » s'achève. La revanche des « conservateurs » se prépare...*

*Francis Gagné, le maire, fait face à Valois Doucet, l'ancien maire. D'un côté, les professionnels, fonctionnaires, etc., « ceux qui ont des idées », mis en selle par la Révolution tranquille et la montée du Parti québécois ; ceux qui ont fait leur temps ! De l'autre, les petits commerçants, cultivateurs, etc., les « enracinés », qui reprennent du poil de la bête. Les premiers vont se faire demander des comptes : ne seraient-ils que grands parleurs ? Les seconds ne sont pas sans idées intéressantes : on parle même d'instaurer le « travail partagé » pour contrer la crise économique...*

*Autour de Francis, économiste et fonctionnaire de 40 ans, et de Valois, entrepreneur local, représen-*

110

*tant de la grande « génération-charnière » au Québec, deux autres groupes sociaux vivent l'événement de biais : les vieux, les bâtisseurs de ce village, les preux de la crise de 29, ceux qui n'ont rien à perdre : et les jeunes, avec ou sans leur diplôme de papier, ceux qui n'ont aucune place dans la société actuelle, ceux qui n'ont rien à gagner.*

*Ce film prophétique mais discret, tout en demi-teintes, se présente comme une sorte de chemin de Damas pour le cinéaste, plutôt porté à s'identifier aux « instruits », ceux qui avaient fait le grand rêve de « bâtir un pays »... et qui ont construit en fait un vaste fonctionnarisme, la nouvelle classe privilégiée. Mais il n'est pas sans éprouver une affinité instinctive avec les « conservateurs enracinés » et leur approche concrète, terre à terre, de la situation, comme avec un autre aspect de lui-même. Aveu d'ambivalence amenant tout naturellement l'idée de réconciliation.*

*J.-Y. Bégin*
*Office national du film du Canada*

*L'hiver de 1983 a été dur. Cet hiver-là, je l'ai passé dans mon coin de pays, un pays que j'ai quitté il y a plus de vingt ans. Je voulais retrouver les hivers de mon enfance, les interminables journées de grande poudrerie, une maison où il faisait chaud, le front collé sur une vitre froide. C'était l'année des élections au village. Au début, ça ne me disait pas grand-chose, puis j'ai commencé à comprendre que ce n'était pas un maire qu'on élisait, on choisissait un pays.*

*P. Hamel* — Le film *Les Illusions tranquilles* me paraît se prêter particulièrement bien à une réflexion sur les enjeux du pouvoir local au Québec dans la mesure où il relate ce qui se passe au niveau local — à l'occasion d'une élection municipale — tout en rendant la conjoncture nationale très présente. Bien plus, il nous montre toute une série d'interrelations entre les deux niveaux, le local et le national. Il nous fait bien voir l'échec du projet de changement social des technocrates — à la fois celui du gouvernement du Parti québécois et celui du maire du Bic, Francis Gagné —, et le retour du thème de la continuité à travers la victoire du notable traditionnel, Valois Doucet. Cette antinomie très accentuée — les technocrates versus les notables traditionnels —, résume-t-elle toute la situation du pouvoir aujourd'hui ? Ne devrait-on pas élargir cette interprétation, tenter de cerner ce qui se joue au-delà de cette opposition un peu caricaturale ?

*J. Godbout* — Il n'est pas étonnant que l'on nous montre l'échec relatif de ce groupe social que l'on appellera par commodité les technocrates (ce qui nous inclut bien sûr !), puisque le film se situe précisément sur le terrain sur lequel ce groupe a toujours été le plus faible, sur le terrain des ses échecs les plus retentissants : celui du pouvoir local ! Parmi toutes les réformes qui ont marqué la Révolution tranquille, ce sont celles relatives aux institutions locales que l'État a eu le plus de mal à mettre en place. La création des municipalités régionales de comté, qui date de 1979, c'est quand même la première réforme qui ne concerne pas uniquement les grands centres urbains (comme les communautés urbaines, par exemple). Pendant pratiquement 20 ans, l'État n'avait jamais vraiment réussi à occuper le terrain du local.

Cela dit, ce que le film nous montre, au-delà de la caricature des deux univers qui s'opposent (technocrates versus élites traditionnelles), c'est la relation étroite qui existe entre l'échec de l'équipe du maire « technocrate » et la crise économique. Cette équipe, et plus largement ce groupe social, auraient pu garder le pouvoir et continuer à élargir leur assise si la croissance économique s'était poursuivie. Ce groupe s'est d'ailleurs constitué et s'est implanté à la faveur de la croissance économique. Aujourd'hui, son pouvoir commence à être remis en question et cet échec au niveau local est peut-être le premier symptôme du *backlash* généralisé qu'ils vont subir. La génération du gouvernement du Parti québécois « avait fait un grand rêve » dit-on dans le film, mais c'était déjà le rêve que l'on faisait au début des années 60 au Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, première (au moins sur le plan symbolique) grande opération de planification qui devait nous permettre de remplacer un pouvoir local traditionnel rétrograde !

*J. Décarie* — Je ne suis pas sûr, quant à moi, qu'il faille interpréter le résultat des élections au Bic comme un échec de la technocratie ou comme un avant-goût de l'échec du Parti québécois. Je serais plutôt tenté d'y voir une opposition somme toute bien classique et universelle entre une population « étrangère » — étrangère autant par ses caractéristiques socio-économiques, culturelles et linguistiques que par son origine géographique —, et un milieu local qui, quel qu'il soit, franchit un seuil de tolérance lorsque les « étrangers » deviennent trop nombreux. Le Bic est devenu une banlieue de Rimouski, la métropole régionale. Il accueille les débordements de l'urbanisation de Rimouski : une population de cols blancs, de fonctionnaires et d'enseignants s'installe au Bic, dont le site est enchanteur, même si elle travaille à Rimouski. Ce phénomène d'exurbanisation et

les crises politiques qu'il suscite dans le milieu local me fait penser à une autre histoire d'élections municipales, dans une société locale où j'ai moi-même vécu un certain nombre d'années. Hemingford, 4000 habitants, dans le Sud du Québec près de la frontière américaine. Cette élection (en 1977) opposait, d'une part, de jeunes anglophones de Montréal, professeurs de l'université McGill, banquiers, etc., qui s'étaient installés à Hemingford et vivaient leur « retour à la campagne », et d'autre part, la population locale, de vieille souche loyaliste, écossaise pour la majorité, qui avait toujours contrôlé la propriété foncière et le pouvoir municipal. Dans ce cas-ci, il n'y avait pas de groupe porteur d'un projet social ; les jeunes Montréalais véhiculaient une idée romantique et fallacieuse d'une campagne du 19e siècle et s'opposaient à toute évolution de l'économie locale et à fortiori à toute implantation d'industrie. Bien acceptés au début, leur échec aux élections municipales traduisit à mon avis un phénomène « naturel » de rejet d'un corps étranger introduit à dose massive !

*J. Godbout* — Le facteur « étranger » a certainement dû jouer au Bic aussi. Le futur maire, Valois Doucet, n'insiste-t-il pas lourdement sur le fait que *lui* et ses ancêtres soient natifs du Bic ? Mais penses-tu qu'à Hemingford la population locale aurait aussi rejeté de nouveaux résidents qui se seraient installés au village pour y développer des activités semblables aux siennes ?

*J. Décarie* — Fort probablement. C'est difficile d'accepter l'idée d'être rejeté simplement parce qu'on est nouveau dans la place ! C'est ce qui pousse sans doute l'équipe du maire F. Gagné à trouver des tas d'explications fort rationnelles pour rendre compte de leur défaite !

*P. Hamel* — Un autre facteur de cette défaite mérite attention ; il faut peut-être revenir au thème de la crise. Au fond, le maire sortant apparaît comme le bouc émissaire de l'incapacité de la technocratie à gérer la crise. Le contexte de crise pousse les gens à se retrancher derrière ce qui leur apparaît comme des valeurs sûres. Ainsi dans le film, les jeunes constatent l'échec du grand projet de réappropriation de notre économie — « Soyons maîtres chez-nous » —, et se préparent à vivre dans une situation plus proche de ce qu'ils contrôlent réellement.

*J. Godbout* — Le contexte de crise économique a un double effet : il révèle l'échec du grand projet de modernisation (ex. : la généralisation de l'instruction comme outil d'amélioration des conditions socio-économiques : « qui s'instruit s'enrichit »), mais il révèle aussi les disparités entre les deux mondes que nous présente le film : pendant que certains travailleurs des secteurs traditionnels se retrouvent pour la première fois de leur vie sur le bien-être social à la suite d'une longue période de chômage, d'autres, dans le même village, participent à la grande grève des secteurs publics pour obtenir de meilleurs salaires !

Une scène particulièrement forte du film est celle de l'interview de deux employés en grève. La première exprime un sentiment de malaise à l'idée de faire du piquetage en présence de chômeurs du village. L'attitude de la seconde, par contre, est très ferme : les chômeurs, ce sont les travailleurs qui les font vivre, d'une certaine façon ; l'assurance-chômage qu'ils touchent est prélevée sur le salaire des travailleurs, etc. !

*G. Blais* — Mon interprétation relève d'un registre différent des vôtres dans la mesure où je ne me suis pas posé en analyste scientifique d'une situation. Je n'ai pas voulu faire un portrait « représentatif » mais plutôt une sorte de parabole du Québec d'aujourd'hui, en présentant par le biais du cinéma direct, trois générations. Pour moi, l'équipe de F. Gagné à laquelle je m'identifiais spontanément, représentait les forces de déstabilisation auxquelles on avait donné une chance de s'exprimer. À la fin des années 60, il y avait au Québec une forme de culpabilité à l'égard des forces de l'imagination et du changement, qui avaient longtemps été (artificiellement) contenues sous le régime Duplessis. Le Parti québécois a pris le pouvoir parce que les petites gens ont donné la chance au coureur. Cette chance a été prise. Mais le Québécois moyen que je suis aussi, a réussi à surnager dans cette mer anglophone dont nous sommes entourés, au moins autant par son conservatisme que par les réformes du gouvernement du Parti québécois. Tout se passe comme si, en constatant le bout de chemin qui a été fait grâce aux forces de déstabilisation, on se rendait compte aujourd'hui de la nécessité de s'en tenir là, de ne pas aller plus loin. Pour préserver la petite nation que nous sommes, il faut consolider les acquis. Ce qui s'est affronté lors de l'élection au Bic, ce sont les forces de déstabilisation et les forces de consolidation. On découvre ces dernières, le soir de l'élection, discutant tranquillement dans un coin, à l'écart des bureaux de scrutin : ce sont les notables, le directeur de la coopérative, le directeur de la chambre de commerce, etc. Ils n'ont jamais partagé les valeurs du Parti québécois, mais ils ont joué le jeu, un temps. Et face au défaitisme de la génération du PQ, ils ont beau jeu de reprendre le pouvoir.

*J. Décarie* — Au fond, ils l'avaient simplement « prêté » !

*G. Blais* — Exactement, ce sont toujours eux qui ont tenu les rennes du pouvoir local.

*J. Godbout* — Dans un sens, on peut s'étonner qu'ils aient « prêté » le pouvoir pour quatre ans ! Cela n'a d'ailleurs pas dû se produire dans beaucoup de municipalités au Québec. Encore aujourd'hui, la profession la plus fréquente des maires, c'est « cultivateur » [1] ! Pourquoi

donc ont-ils pris une chance ?

*J. Décarie* — Pour répondre à ta question, je me rapporterai à nouveau à mon exemple d'Hemingford. Lorsque les jeunes Montréalais ont commencé à venir s'installer à Hemingford, la population locale était ravie. Le départ de leurs jeunes était compensé par l'arrivée de ces nouveaux résidents très dynamiques qui ont créé un centre sportif, ont développé des pistes de ski de fond dans la région, etc. Les marchands généraux étaient contents : tout cela faisait rouler l'économie locale. La crise s'est produite lorsque les nouveaux venus sont devenus pratiquement aussi nombreux que les anciens résidents. Mais avant cela, c'était la lune de miel !

*A. Germain* — Et la génération la plus jeune du Bic, comment se situe-t-elle par rapport aux précédentes ? Les jeunes privilégient-ils l'enracinement dans « le coin de pays » ou sont-ils tentés de le fuir pour faire carrière dans les grands centres ? On a dit tout à l'heure qu'ils ne croyaient plus guère au projet étatique de leurs aînés.

*G. Blais* — Difficile à dire. D'un côté il y a certainement une valorisation du régionalisme. L'histoire régionale connaît d'ailleurs une vogue extraordinaire. Les revues sur le sujet se multiplient. Certains jeunes du Bic aimeraient beaucoup s'installer dans le coin. L'un d'eux pense ouvrir une boulangerie. Mais la question est de savoir si cela peut faire vivre son homme ! Par ailleurs, pas un de ceux que j'ai rencontrés ne voudrait avoir une ferme qui l'oblige à travailler sept jours sur sept. Ils préfèrent encore le bien-être social !

*J. Godbout* — Si personne ne veut être cultivateur, cela signifie-t-il la mort d'un village ?

*J. Décarie* — Dans l'ensemble de la province, on assiste depuis quelques années à une relève très importante dans l'agriculture. Mais ce ne sont pas les fils qui reprennent les fermes de leurs pères, ils n'ont pas assez de capital. Ce sont des gens de l'extérieur.

*J. Godbout* — Parfois, il s'agit d'ex-fermiers qui s'étaient installés en ville ; c'est le cas de la rive Sud de Montréal.

*P. Hamel* — Pour revenir au thème du film, l'élection municipale, j'ai été frappé par l'absence de projet, de part et d'autre. Quand G. Blais parlait précédemment de continuité, cela veut dire quoi la continuité lorsqu'il n'y a plus d'emplois ?

*G. Blais* — Valois Doucet, l'homme de la consolidation, veut réparer l'aqueduc, allonger tel bout de rue, etc. Voilà ce qui l'intéresse. Francis Gagné, lui, était vice-président de la municipalité régionale de comté. Il pensait que les gens du village auraient dû être fiers que leur maire occupe un tel poste. Son adversaire, lui, estimait ne pas « parler assez bien » pour oeuvrer au niveau de la MRC, et d'ailleurs cela ne l'intéressait pas. Par contre, les taxes municipales, ça il connaissait ! Au fond, les deux hommes représentent deux aspects de ma propre personnalité. C'est l'ambivalence même de tout Québécois.

*P. Hamel* — Tu présentes dans ton film un clivage très net entre les technocrates et les notables traditionnels. De façon générale au Québec, les notables traditionnels n'ont-ils pas eux aussi leurs entrées auprès des fonctionnaires de l'État ?

*J. Décarie* — Bien plus, n'ont-ils pas eux aussi secrété une belle technocratie, comme dans le cas des milieux agricoles ?

*P. Hamel* — Par ailleurs, les réformes n'ont-elles eu aucune prise sur un pouvoir local qui apparaîtrait toujours aussi isolé ? On ne peut pas non plus ignorer certaines évolutions politiques récentes : par exemple, autour des MRC est en train de se construire une technocratie qui constitue un lieu de pouvoir non négligeable, et qui ne se définit plus comme un relais des ministères provinciaux mais comme un support des dynamiques locales. On est donc étonné de voir dans ton film une polarisation aussi extrême des technocrates et des notables traditionnels. Est-ce vraiment aussi divisé dans les faits ?

*G. Blais* — Voici une histoire qui répondra peut-être à cette question. Il s'agit d'une histoire qui n'apparaît pas dans le film mais que j'avais tournée, pensant en faire un élément central au moment du montage. Il s'agit de la situation conflictuelle créée par de jeunes *drop-out*. Ils avaient acheté l'ancien magasin général et l'avaient converti en restaurant « macramé-granola ». Les gars et les filles vivaient ensemble, on ne savait pas trop à qui appartenaient leurs enfants. Bref, un bon nombre de rumeurs circulaient à leur sujet dans le village. Une des façons dont les gens du village articulaient leur conflit avec ces jeunes, c'était de dire que c'étaient tous des jeunes instruits qui avaient plus de facilités qu'eux pour négocier avec les fonctionnaires. Ils provenaient d'ailleurs du même milieu, avaient été dans les mêmes écoles, parlaient la même langue. Ils connaissaient assez bien le système pour aller chercher et obtenir toutes les subventions possibles et imaginables. Bien plus, ils avaient réussi à déterrer une vieille loi datant de 150 ans ou presque, qui leur avait permis d'obtenir une dérogation portant sur le nombre de places de stationnement exigé pour un tel établissement (le terrain ne permettant

pas d'aménager ce nombre minimal). Et ça, pour les gens du village, c'est le comble, convaincus qu'ils étaient qu'eux-mêmes n'auraient jamais été capables d'aller chercher cette information !

*J. Godbout* — Tu montres d'ailleurs dans ton film une équipe de technocrates qui ont pris la parole et l'ont enlevée aux élites traditionnelles. (Le maire, Valois Doucet, fait tout pour éviter un débat contradictoire.) Par contre, la jeune génération, elle, reprend la parole, comme en témoigne la séquence sur la séance d'improvisation — qui devient d'ailleurs le sport national de la jeunesse québécoise. C'est peut-être la première chose à faire pour réussir à se tailler une place dans notre société.

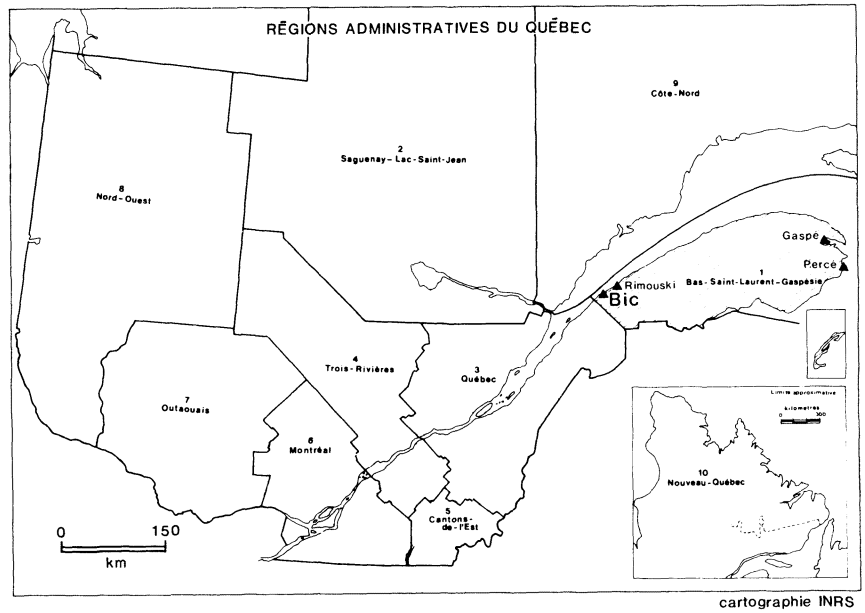
*P. Hamel* — De façon générale, on ne parle pas de grand-chose au cours de cette élection municipale. On ne parle pas de la crise, par exemple. Est-ce un aveu d'impuissance ? Quel est l'enjeu de cette campagne électorale ?

*A. Germain* — Et si l'enjeu, c'était l'identité culturelle, le Bic aux Bicois ?

*G. Blais* — Ce n'est jamais très spectaculaire de conserver des acquis. L'hiver est très présent dans le film. C'est une période de consolidation. On arrête pendant six mois, on a le temps de réfléchir, de se remettre à neuf pour repartir au printemps.

Il neige. Le village disparaît dans le noir. La tempête a recommencé. Ce soir, ce n'est pas un maire que le village a élu, il a choisi un pays, et ce pays, c'est Valois, l'homme de la continuité. C'est toute une génération qui aura vécu un temps sur des illusions, bien tranquilles.

*J. Godbout* — Oui, mais on ne repart pas à zéro. Ton film montre, à la limite, une société bloquée, qui n'aurait d'autre choix que de revenir en arrière. Je me demande s'il ne faudrait pas remettre en question le schéma binaire élites traditionnelles/agents de la continuité versus forces de changement/PQ et technocrates. Tu qualifies le gérant de la coopérative d'agent de conservatisme, anti-PQ. Mais, historiquement dans l'ensemble du Québec, les coopératives et plus particulièrement les caisses populaires ont été des forces dynamiques qui ont joué un rôle important dans le passage de la révolution tranquille du début des années 60 à l'événement du PQ en 1976. Par ailleurs, ce dernier ne peut être identifié aux forces déstabilisatrices, car précisément le PQ a plutôt joué la continuité, essayant de rééquilibrer la dynamique politique de manière à embarquer les catégories perçues comme plus traditionnelles. Quant à Francis Gagné, il n'est pas sûr qu'il soit représentatif des forces nouvelles qui s'intéressent au pouvoir local. Les universités régionales secrètent peut-être de futures élites mais rien ne laisse croire qu'elles épouseront une logique étatiste, bien au contraire. Le milieu intellectuel régional possède d'ores et déjà une vision du développement tout à fait différente de celle qui caractérisait les travaux du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, une vision somme toute beaucoup plus positive des conditions et des acteurs du développement régional que celle qui a orienté, dans les années 60, la fermeture des paroisses dans une région décrétée condamnée !



cartographie INRS

*P. Hamel* — En définitive, le film nous propose une lecture provocatrice de la réalité locale actuelle. Et je dirais même qu'il s'adresse avant tout aux intellectuels des années 60, ceux qui ont porté le mouvement indépendance et socialisme, en partie je pense pour susciter une réflexion sur les limites de leur projet. Néanmoins, comme il vient d'être souligné, ce projet n'était pas non plus sans racines. Or le film laisse sous-entendre que le cours des événements nous échappe, que la réalité possède un caractère irréductible, supérieur à la volonté politique. N'y a-t-il pas là un défaitisme qui peut être démobilisant ?

Est-ce qu'à partir du même bilan, c'est-à-dire d'un certain échec, finalement, de la Révolution tranquille — et ce malgré les réussites indéniables qui ont accompagné cet échec — on ne pourrait pas déboucher sur d'autres conclusions ? Plutôt que de se tourner vers le passé, ne pourrait-on pas, dorénavant, se demander comment il est possible de s'ajuster dans le contexte de crise ? Si on se réfère aux pratiques

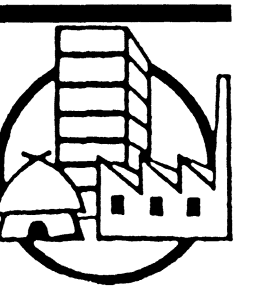
114 de planification — pour prendre un exemple qui correspond bien aux enjeux de la Révolution tranquille — on constate que les planificateurs du palier provincial ne se reportent plus au modèle de planification centralisée qui prévalait dans les années 60. Or ceci est possible parce qu'il y a eu apprentissage, parce que ce modèle de planification a déjà été appliqué et qu'il s'est révélé, à l'usage, inadéquat. À travers les échecs s'opèrent des processus de maturation collective qui ne nous conduisent pas forcément à revenir en arrière. En l'occurrence, pour continuer avec le même exemple, à rejeter la planification. Il y a plutôt lieu de la redéfinir autrement... dans une perspective décentralisatrice et démocratique.

*A. Germain* — Qu'il faille aller de l'avant, ne pas renoncer à l'idée de planification, suppose que l'on dépasse cette dichotomie désuète qui met en balance le libéralisme et la planification (dichotomie qui remonte aux années 50-60). Et l'une des difficultés qui découle de ce constat somme toute banal, est de concevoir une planification sans acteur privilégié, voire sans projet. Nous avons tous été frappés par le fait que dans le film, les partis en présence lors de l'élection municipale du Bic, ne semblaient pas avoir de projet, ou du moins qu'on n'avait pas cru bon de nous les présenter. C'est peut-être là un des changements importants dans les modes de gestion des affaires publiques : que ces derniers se bâtissent progressivement, à l'occasion de « projets concrets » et non plus à partir de « grands projets de société ». Ce qui ne veut pas dire nécessairement que l'on ne sait pas où on s'en va, mais que par contre, il importe de savoir avec qui et avec quoi on va aller ! Loin d'être une forme déguisée d'incrémentalisme, de politique des petits pas, ces nouveaux modes d'action sont d'abord définis par la prise en compte des différents acteurs impliqués. Le pouvoir local n'est plus le monopole des notables traditionnels, pas plus qu'il n'est celui des nouvelles classes moyennes ou à fortiori celui des technocrates. Il est un lieu où se jouent des rapports entre des forces et des groupes très diversifiés dont pas un ne peut stigmatiser « les forces du changement ». La grande naïveté du début des années 60 est d'avoir laissé un groupe en particulier définir ce qui était valable pour la société québécoise. Par contre, depuis une dizaine d'années, et ce tout particulièrement au niveau local, les « intervenants » avec lesquels il faut compter se multiplient, et leur affirmation change presque nécessairement le cours de l'action. L'équipe de Francis Gagné a perdu ses élections, mais le groupe qu'il représente est au Bic « pour rester ». Cette défaite ne les élimine pas du tableau, par contre elle va sûrement modifier leurs modes d'action. Peut-être les incitera-t-elle davantage à partir de la réalité du Bic, plutôt que d'un projet défini de prime abord à l'échelle nationale. Inversement, l'équipe de Valois Doucet n'aurait probablement pas évoqué l'idée de « temps partagé » si de jeunes « technocrates » ne s'étaient pas installés au Bic. Ce qu'il y a de paradoxal, au niveau local, c'est que c'est bien là et non dans les grandes métropoles que s'expérimente l'apprentissage de nouveaux rapports entre forces sociales différentes. Le local fonctionne un peu comme un principe de réalité ! C'est, effectivement, un lieu où les illusions ont la vie courte. Mais c'est là que sont en train de s'élaborer de nouveaux modes de gestion et d'action collective.

NOTE

[1] Au dernier recensement (1981), 232 des 873 maires du Québec déclarent que leur occupation principale est « cultivateur ». La deuxième catégorie professionnelle est ensuite celle des « salariés ». La situation en France semble assez comparable en ce qui concerne la profession la plus répandue parmi les maires (*Urbanisme, n° 202, 1984*).


# Community Development Journal



Community Development Journal circulates to over 80 countries and among the subjects covered are Community Research, Community Power, Politics and Government, Community Planning, Development Programmes, Training of Community Leaders, Evaluation of Projects, Health and Education, and Education and Recreation in the Community Context.

**Vol. 20, 1985 includes the following two special issues:**

**No. 2, April: North America**

**No. 3, July: Women Studies**

Editorial Correspondence should be addressed to: Gary Craig, 1 Jubilee Terrace, Seaton Burn, Newcastle-upon-Tyne, NE13 6EL, UK

Quarterly, prices for 1985 are: £25 (£18.50 UK, $38 USA)
Single Issues: £7.50 (£6 UK, $14 USA)

**Oxford Journals**
Oxford University Press, Walton Street, Oxford OX2 6DP, UK